

FLASH ISP

International des services publics www.world-psi.org octobre 06

Menaces contre Annie Geron, Secrétaire générale de PSLINK



Annie Geron, Secrétaire générale de PSLINK et Vice-présidente de l'ISP pour la région Asie-Pacifique, s'est vue notifier un ordre de transfert dans une zone reculée du pays après avoir déposé plainte pour corruption contre son employeur. D'autres membres du personnel, dont de nombreux membres du syndicat, de même que le mari d'Annie, tous employés au TESDA (Technical Education Skills and Department Authority – entité publique chargée de la formation technique) de Manille ont fait l'objet de menaces identiques. L'ISP a envoyé une lettre de protestation à la Présidente Arroyo et demande à ses affiliés de faire de même. Pour de plus amples détails et pour envoyer une lettre par e-mail directement à partir de votre ordinateur, consultez la page www.world-psi.org/urgentaction.



Solidarité avec les travailleurs/euses sud-coréens ! Journée d'action internationale le 15 novembre

La Korean Confederation of Trade Unions (KCTU) a programmé une grève générale et une journée d'action internationale ce 15 novembre 2006. L'ISP appelle ses affiliés à collaborer avec leurs centrales syndicales nationales pour que cette journée se transforme en une grande protestation d'envergure mondiale contre la

répression permanente et les violations des droits syndicaux en Corée du Sud. Le gouvernement sud-coréen a refusé à maintes reprises de reconnaître l'affilié de l'ISP Korean Government of Employees Union (KGEU), déclarant qu'il s'agissait d'une organisation illégale et lançant récemment toute une série de campagnes de répression visant à fermer de force les bureaux du KGEU. (Voir <http://kctu.org>; <http://inter.kgeu.org>; et Actions urgentes de l'ISP). La KCTU appelle la communauté internationale à organiser une série d'actions et de réunions publiques ce 15 novembre, notamment des manifestations devant les ambassades de Corée du Sud, des conférences de presse, et/ou de diffuser des déclarations ou des résolutions sur ce sujet (informez-en la KCTU via inter@kctu.org); vous pouvez aussi adresser une lettre de protestation au Président Roh Moo Hyun ou déposer un message de solidarité et/ou une lettre de protestation sur le site web de la KCTU. Pour plus d'informations : <http://kctu.org>.



Dialogue social européen dans le secteur hospitalier
En septembre dernier, la Fédération Syndicale Européenne des Services Publics (FSESP) et l'Association Européenne des Employeurs Hospitaliers (HOSPEEM) se sont rencontrés lors de la première réunion officielle du comité de dialogue social européen pour le secteur hospitalier. Cela signifie que les salariés et les employeurs peuvent désormais agir directement et de façon officielle sur les politiques de l'Union européenne relatives au secteur hospitalier. Carola Fischbach-Pyttel, Secrétaire Générale de la FSESP, a déclaré que "la FSESP et l'HOSPEEM ont identifié trois aspects clés du secteur hospitalier pour lesquels une approche européenne apporte une plus-value : le recrutement et la rétention du personnel, le profil d'âge des salariés du secteur et les nouvelles compétences exigées du personnel hospitalier. Tous ces aspects ne pourront que bénéficier d'une approche collective".
Voir à ce propos : <http://www.epsu.org/a/2364>.

Guide d'information de l'ISP pour aider à la prise de décision en matière de migration



L'ISP distribue actuellement un guide d'information destiné à aider les candidat-e-s à la migration à prendre leur décision. Il s'agit d'un nouvel ensemble de ressources portant sur "La migration et les travailleuses de la santé." Il propose toute une série d'informations destinées à aider les travailleurs/euses du secteur de la santé à faire le bon choix lorsqu'ils/elles sont confrontés à la décision de partir travailler à l'étranger. Il contient des informations pratiques sur le coût de la vie et la législation du travail dans les pays d'accueil, ainsi que les coordonnées des syndicats locaux. Il fournit également des informations d'ordre général sur les questions relatives aux migrations dans le secteur de la santé et le rôle des syndicats du secteur public. Pour plus d'informations, visitez le site www.world-psi.org/migration ou contactez Genevieve.Gencianos@world-psi.org.

Salvador : violations des droits de l'homme



L'ISP s'inquiète de la résurgence des "escadrons de la mort" au Salvador, après toute une série de graves violations des droits humains au début de cette année. Deux militants du FMLN (Farabundo Marti National Liberation Alliance) ont en effet été sauvagement assassinés, de même que les parents d'une célèbre militante du FMLN. Des menaces de mort ont aussi été proférées contre des membres d'ANDA, affilié de l'ISP, et le représentant de l'Agence de défense des droits de l'homme a publié un rapport attestant de l'existence de "groupes d'extermination" au sein de la police nationale. Le 18 octobre, l'ISP a envoyé une lettre de protestation au Président Saca, afin de lui exprimer son inquiétude et de lui demander de diligenter des enquêtes approfondies sur ces menaces de mort et

ces assassinats et d'y mettre fin. Cette lettre demandait par ailleurs que la police ne soit pas utilisée en tant que force militaire, puisque cela constitue une violation patente de l'accord de paix.

Canada : la prison privée retourne dans le secteur public



Le personnel de la seule prison privée pour adultes du Canada sera à nouveau composé d'agents publics dès ce mois de novembre, une décision qui met fin à l'essai - infructueux - de privatisation lancé il y a cinq ans par le gouvernement conservateur de l'ancien Premier ministre de l'Ontario, Mike Harris. Le gouvernement libéral a décidé de confier à nouveau au secteur public l'exploitation de cette prison, qui peut accueillir 1.184 détenus. Cette décision a été prise sur la base d'une étude comparant les coûts et les performances de cet établissement pénitentiaire à ceux d'une prison publique de Lindsay. Cette dernière a obtenu de meilleurs résultats dans des domaines essentiels tels que la sécurité, les soins de santé et la diminution des cas de récidive. Le syndicat Ontario Public Service Employees Union (OPSEU/NUPGE) représente les salariés des deux établissements. Le syndicat et ses alliés au sein de la communauté ont fait campagne pendant des années pour que cette prison soit à nouveau gérée par les services publics de l'Ontario. Voir à ce propos :

www.nupge.ca/news_2006/n27se06a.htm.

La Norvège annule la dette illégitime de cinq pays



Le gouvernement norvégien a proposé d'annuler la dette publique de 80 millions de dollars de cinq pays en développement après avoir reconnu que ces prêts avaient été consentis de manière irresponsable par l'Etat norvégien et ne tenait pas compte des besoins en développement des pays bénéficiaires. Le ministre norvégien à l'aide au développement a annoncé que, dans le cadre du budget 2007, le gouvernement allait proposer au Parlement d'approuver l'annulation de la dette de l'Equateur, de l'Egypte, de la Jamaïque, du Pérou et de la Sierra Leone. Si cette mesure est approuvée, une telle annulation unilatérale et inconditionnelle d'une dette publique constituera une première, dans la mesure où un pays créiteur reconnaît avoir fait preuve de négligence et avoir contribué à l'accumulation de la dette de pays en développement. Les ONG ont salué ce geste du gouvernement norvégien qu'elles considèrent comme important du fait que les pays créanciers ont traditionnellement été réticents à accepter leur responsabilité en ce qui concerne les prêts octroyés dans un contexte de négligence, d'intérêt politique ou de corruption. Voir à ce propos : www.eurodad.org/articles/default.aspx?id=737. Le 15 octobre, des manifestants ont interpellé à Oslo le Président de la Banque mondiale, Paul Wolfowitz, alors qu'il participait à une réunion traitant de l'Initiative sur la Transparence des Industries Extractives. Ils ont demandé que la Banque mondiale en fasse davantage pour supprimer la dette

des pays pauvres.

L'ALENA néglige les travailleurs/euses



Douze ans après la signature de l'Accord de Libre-Echange Nord-Américain (ALENA) par les Etats-Unis, le Canada et le Mexique, l'Economic Policy Institute (EPI) a publié un rapport qui dresse la liste détaillée des effets de cet accord sur les économies, les travailleurs/euses et les marchés du travail des trois pays signataires. L'ALENA n'a pas honoré ses engagements en matière d'amélioration de l'emploi et

d'accélération de la croissance. Au contraire, les inégalités augmentent et les salaires réels stagnent dans les trois pays, tandis que le déficit commercial Etats-Unis-ALENA est monté en flèche. Dans la préface du rapport, Jeff Faux, membre d'honneur de l'EPI et auteur de "The Global Class War", indique : "Les règles de l'ALENA protègent les intérêts des grands investisseurs d'entreprise tout en réduisant les droits des travailleurs, la sécurité environnementale et la transparence démocratique... Il est grand temps d'ouvrir un débat à l'échelle du continent afin de discuter de l'avenir de cet accord, qui a été négocié par et pour les riches et les puissants de ces trois nations." Vous pouvez consulter ce rapport sur <http://www.epi.org/content.cfm/bp173>.

De jeunes syndicalistes se réunissent à Panama



Près de 25 jeunes travailleurs/euses d'Amérique centrale et des pays andins se sont réunis dans la ville de Panama du 18 au 20 septembre. Cette réunion a servi de plate-forme de réflexion et de motivation pour les jeunes syndicalistes des pays concernés tout en leur permettant d'élaborer des stratégies destinées à renforcer la participation des jeunes au sein de leurs syndicats respectifs. Au cours de cette réunion, on a également salué la participation de plusieurs

personnalités syndicales et de membres du gouvernement panaméen.

Que s'est-il passé avec les services de bus anglais ?



Au Royaume-Uni, vingt années de dérégulation des services de bus se sont traduites par une diminution de l'utilisation des transports publics, une baisse de leur qualité et une augmentation des tarifs. Depuis la dérégulation des services d'autobus en 1986, l'utilisation de ce moyen de transport a diminué de moitié dans les zones de l'Autorité de contrôle du transport de passagers (PTE), le prix du billet augmentant parallèlement de 86% en valeur réelle.

Un rapport du NERA (www.nera.com) analyse les perspectives futures des services de bus dans les zones PTE anglaises ainsi que les divers facteurs qui ont entraîné ce déclin général. Ce rapport étudie également l'impact de la non instauration d'une nouvelle approche en la matière et conclut qu'en l'absence de tout changement significatif de politique, le niveau des services prestés dans les zones PTE va chuter, dans les dix années à venir, de près de 20% et le prix des billets va pour sa part augmenter de près de 20% en valeur réelle, tandis que le nombre d'usagers diminuera de 20%. Voir à ce propos www.nera.com/publication.asp?p_ID=2928.

Renforcement des capacités du personnel régional des Syndicats mondiaux



L'atelier annuel organisé par le Bureau des activités pour les travailleurs de l'OIT (ACTRAV) s'est tenu du 9 au 13 octobre à Turin, en Italie. Cette année, le thème traité était la formation syndicale dans le contexte de la mondialisation. Jenny Luck (Responsable de projets de formation à l'ISP) a co-animé l'atelier avec Alan Dave (Responsable de formation à l'ITF - Fédération Internationale des Ouvriers du Transport). Les participant-e-s étaient des membres du personnel régional

d'Afrique francophone et anglophone de dix fédérations syndicales internationales. L'atelier a permis d'analyser et de discuter des méthodologies visant à lutter contre l'oppression dans le contexte africain, en explorant plus particulièrement l'utilisation d'outils tels que la recherche participative et l'organisation de campagnes. L'OIT a contribué à l'atelier avec une présentation sur les normes internationales du travail et ses matériels de formation qui explorent le recours à l'enseignement à distance. Kamissa Dembélé, Coordinatrice de projets pour l'Afrique francophone et San Baba Mohamed, Coordinateur assistant de projets pour l'Afrique orientale et occidentale, ont assisté à cet atelier en veillant à ce que les points relatifs au secteur public soient abordés. Un des principaux résultats de cet atelier a été l'échange d'idées et d'expériences ainsi que le lancement d'une initiative destinée à créer un réseau régional des FSI en Afrique.

Une étude révèle les carences de la sécurité et santé au travail en



De jeunes militants du Syndicat des travailleurs sociaux et de la santé de Serbie ont réalisé une étude sur la sécurité et la santé au travail auprès des jeunes travailleurs/euses serbes de la santé. Cette étude a révélé que les services de sécurité et santé au travail étaient mal organisés et que plus de 70% des répondants ne connaissaient pas leurs droits. La majorité des travailleurs n'étaient pas au courant des mesures de sécurité et santé au travail concernant l'utilisation des équipements et près de 80% d'entre eux ne connaissait pas la procédure pour déclarer un accident du travail et demander une indemnisation. Les résultats de cette étude démontrent les carences des services de sécurité et santé au travail dans le secteur serbe de la santé. L'intégralité du rapport est disponible à l'adresse : www.gszsz-nezavistnost.org/english/docs/survey_report.pdf.



Le coût de la privatisation de l'eau

RWE, le géant allemand de l'énergie, souhaite se retirer du secteur de l'eau où les besoins en capitaux sont énormes et les bénéfices trop faibles. RWE tient aussi à être prêt à conquérir de nouvelles parts sur le marché européen de l'énergie. Après plus d'un an de tentatives, RWE a enfin trouvé un acquéreur pour Thames Water, qui approvisionne en eau potable près de 8 millions de personnes et gère les eaux usées de 13 millions d'usagers. Kemble Water, le consortium dirigé par Macquarie European Infrastructure Funds, a fait une offre pour 4,8 milliards de livres en acceptant d'éponger les 3,2 milliards de livres de dettes de l'entreprise, ce qui équivaut à valoriser Thames à 8 milliards de libres. Macquarie est une banque d'affaires australienne qui a mené une politique d'expansion extrêmement agressive au cours des dix dernières années.

Afin de se rendre plus attractive pour d'éventuels acquéreurs, la direction de Thames a annoncé une réduction de 25% des effectifs. Les syndicats britanniques négocient actuellement avec la direction. Une filiale controversée de Thames, Jakarta Water, était censée avoir été vendue à des investisseurs de Singapour, mais la vente est contestée à Djakarta. RWE tente également de se débarrasser de sa société American Water Works. L'ISP et ses syndicats affiliés en Allemagne, au Royaume-Uni, aux Etats-Unis et en Indonésie sont en train de coordonner leurs efforts pour défendre les droits et les intérêts des travailleurs dans le cadre de ce démantèlement d'entreprise extrêmement complexe. Pour de plus amples informations, vous pouvez consulter : www.ofwat.gov.uk/aptrix/ofwat/publish.nsf/Content/tms_leakage_failure2005-06 et www.worldpsi.org/PipeDreams.

La population américaine souhaite une réforme du système de santé



Une nouvelle étude montre que la majorité des Américains est favorable à une réforme du système national de santé qui permettrait à chaque citoyen de bénéficier d'une série de prestations de base. La commission Citizens' Health Care, dont les membres ont été désignés par le gouvernement fédéral, recommande que, d'ici 2012, tous les Américains puissent accéder à des soins de santé abordables, bénéficiant de prestations garanties et ayant droit à des assurances qui leur évitent de payer de leur poche des dépenses de santé extrêmement élevées. Selon ce rapport, "les Américains souhaitent clairement disposer d'un système garantissant des soins de santé accessibles à tous à un prix abordable... et que la loi entérine une telle politique publique."

Au cours de cette étude de 18 mois, la commission d'enquête sur les soins de santé a organisé dans tout le pays 84 réunions auxquelles ont assisté plus de 6.000 personnes. Par ailleurs, plus de 14.000 réponses ont été reçues au questionnaire en ligne.

Les conclusions de la commission ont été présentées au Président Bush qui dispose désormais de 45 jours pour formuler des commentaires, présenter son propre rapport et soumettre l'ensemble au Congrès. Voir à ce propos : <http://www.citizenshealthcare.gov/>.



Prix 2007 de l'OIT sur la recherche en matière de travail décent
L'Institut International d'Etudes Sociales de l'OIT a créé un prix annuel destiné à récompenser les recherches significatives visant à l'amélioration des connaissances relatives à l'objectif central de l'OIT, un travail décent pour tous, et lance un appel à la nomination de candidats. Ce prix peut être décerné à :

- (1) Des contributions spécifiques majeures à la compréhension des relations socio-économiques et des instruments politiques de promotion du travail décent tel que défini par l'OIT (voir <http://www.ilo.org/public/french/bureau/inf/download/ecosoc/decentwork.pdf>), ou
- (2) Une contribution de longue haleine à la compréhension des principaux centres d'intérêt de l'OIT et de ses mandants, qui reflète et approfondisse le savoir lié aux différents aspects du travail décent (création d'emplois, garantie des droits au travail, extension de la protection sociale, promotion du dialogue social et résolution des conflits, l'égalité des genres constituant un objectif transversal). Dans les deux cas, on tiendra compte à la fois de la qualité du travail réalisé et de sa pertinence concrète à des fins politiques. Pour de plus amples détails, veuillez consulter : <http://www.ilo.org/public/french/bureau/inst/download/prizef2.pdf>.



Un autre monde est possible : le 3ème Forum social d'Afrique australe

Le 3ème Forum social d'Afrique australe (SASF selon l'acronyme anglais) s'est tenu à Lilongwe, au Malawi, du 13 au 15 octobre, parallèlement à un camp de jeunesse. Le SASF rassemble des militants provenant de divers secteurs et des dix pays de cette sous-région d'Afrique. Cette édition du SASF s'inscrivait également dans le cadre des préparatifs du Forum social mondial qui, en 2007, se tiendra pour la première fois en Afrique, plus précisément au Kenya. Cette année, le SASF a attiré près de 3.000 militants de tous âges, y compris des femmes, des enfants, des jeunes et des représentants d'ONG, du secteur informel, d'organisations communautaires, de syndicats, d'églises et de mouvements sociaux. Le thème principal était cette année "Unis contre la pauvreté et l'oppression", de façon à créer la solidarité et mobiliser tous les travailleurs et travailleuses. Une délégation de l'ISP a également participé à ce SASF, plus spécialement à la session consacrée à la lutte contre la privatisation des services essentiels et pour des services publics de qualité. Cela a donné lieu à une résolution du SASF stipulant que, en mars 2007, des actions seraient entreprises dans la sous-région contre toutes les formes de privatisation.



Université Mondiale du Travail – également en Afrique du Sud

Le programme de maîtrise d'un an de l'Université Mondiale du Travail, intitulé "Politiques du travail et Mondialisation" et dispensé en Allemagne depuis l'année 2004/2005, sera complété, à partir de janvier 2008, par un programme de maîtrise intitulé "Travail et Développement" et dispensé à l'Université de Witwatersrand, en Afrique du Sud. Ce programme permettra d'étudier en alternance en Afrique du Sud et en Allemagne.

Les programmes de maîtrise aident les syndicats à améliorer notamment leur profil intellectuel en créant une filière pour la formation des dirigeant-e-s syndicaux et en soutenant le recrutement de jeunes experts. La date limite d'inscription à la prochaine maîtrise a été fixée au 1er mars 2007 pour les cours devant commencer le 1er septembre 2007 en Allemagne et au 1er octobre 2007 pour les cours qui débuteront le 15 janvier 2008 en Afrique du Sud. Ces cours seront dispensés en anglais. Pour plus d'informations, vous pouvez consulter <http://www.global-labour-university.org> ou contacter M. Christof Dieterle à l'Université de Kassel (ma-lpg@uni-kassel.de) ou Mme Mandy Moussouris à l'Université de Witwatersrand (mandy.moussouris@wits.ac.za)



Cycle de conférences sur les défis du vieillissement
Un cycle de conférences sur les défis du vieillissement se tiendra à Genève du **6 au 10 novembre**. Ce cycle aborde la thématique du vieillissement démographique sous divers angles de politiques et de pratiques sociales. Les séances sont ouvertes à tous, mais une inscription est requise. Pour plus d'informations concernant l'organisation, le programme détaillé et les inscriptions se trouvent sur le site www.kogita.org sur lequel on peut s'inscrire.

Record mondial Guinness officiel



Le record mondial du plus grand nombre de personnes «s'étant levées contre la pauvreté» en 24 heures a été établi les 15 et 16 octobre 2006 dans le cadre de la Campagne du Millénaire des Nations Unies. Ce record a regroupé un nombre total de 23.542.614 personnes ayant participé à 11.646 manifestations organisées dans le monde entier. Il y a six ans, 189 chefs d'Etat s'étaient assis autour d'une même table et s'étaient mis d'accord pour mettre fin à la pauvreté et atteindre les Objectifs du Millénaire pour le Développement d'ici 2015. Les 15 et 16 octobre, plus de 23 millions de personnes se sont levées pour leur rappeler cette promesse.



Nouvelles pages Web

Nous avons récemment ouvert deux nouvelles pages sur le site web de l'ISP. Celle consacrée au racisme et à la xénophobie propose des documents politiques de référence, des liens utiles vers des organisations antiracistes et des sites web de syndicats menant des campagnes antiracistes, ainsi que les dernières informations et publications consacrées à ce sujet. Voir www.world-psi.org/racism. La nouvelle page consacrée aux travailleurs et travailleuses LGBT (lesbiennes, homosexuels, bisexuels et transsexuels) est également disponible en anglais (www.world-psi.org/lgbt) et en français (www.world-psi.org/frlgbt). Elle regroupe des publications, des informations de référence et de nouveaux articles. Si vous souhaitez apporter votre contribution à ces pages en proposant de nouveaux articles ou des liens utiles, veuillez contacter equality@world-psi.org.

➔ Section réservée aux membres du CE

Les documents relatifs à la réunion du Conseil exécutif de l'ISP, qui se tiendra du 8 au 10 novembre, sont désormais disponibles, uniquement pour les membres du Conseil Exécutif, sur le site web de l'ISP www.world-psi.org/EB133.

Si vous ne souhaitez plus recevoir Flash ISP par courrier électronique, veuillez répondre à ce courrier en écrivant "unsubscribe" dans votre message.

International des Services Publics
www.world-psi.org communications@world-psi.org